



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

DEMANDES D'INFORMATIONS

Dématérialisation des coupons repas utilisés dans le cadre de convention avec des restaurateurs

Note à l'attention des opérateurs économiques

1. Précisions liminaires

Le questionnaire joint à la présente note ne constitue ni une consultation, ni un appel d'offres, ni un quelconque engagement des porteurs du projet à lancer ultérieurement une consultation sur l'objet de la demande d'information.

Réciproquement, les réponses au questionnaire ne revêtent aucune valeur contractuelle de la part de leurs auteurs.

2. Objet et contexte de la demande

La présente demande se place dans le cadre d'analyses préliminaires conduites par le bureau des achats immobiliers et prestations du service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur (SAILMI/SDASEM/BAIP) et la sous-direction de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel (DRH/SDASAP).

La demande d'informations a pour objectif d'identifier les opérateurs économiques susceptibles de répondre aux besoins, les solutions proposées et de déterminer des conditions générales de réalisation du projet.

3. Présentation générale du projet

Les agents du ministère de l'Intérieur bénéficient d'une prestation d'aide à la restauration, qui vient en déduction du montant du prix de repas à payer par l'agent, et qui se décompose en deux volets :

- Une prestation interministérielle (PIM)¹, versée par le MI aux agents dont l'indice majorée est inférieur ou égal à 539, d'un montant de 1,62 €² et réévaluable par la DGAFP (annuellement voire infra-annuellement) ;

¹ Circulaire n° 1931 du 15 juin 1998 relative aux prestations d'action sociale à réglementation commune.

² Circulaire du 4 janvier 2024 relative aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune

- Une aide complémentaire, versée par le MI dont le montant varie en fonction de la commune du lieu de restauration visée.

En services déconcentrés, les SGCD assurent la gestion de ces aides qui bénéficient aux agents du périmètre de l'administration territoriale de l'Etat (ATE) (ministère de l'Intérieur, ministère du Travail et de l'emploi, ministère de la Transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, ministère de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt, et agents de la DGCCRF).

En l'absence ou en complément de solution de restauration collective, les SGCD ont la possibilité de conventionner avec des restaurateurs privés³.

Dans ce cas, les aides à la restauration sont matérialisées par des coupons papiers dont la valeur faciale varie en fonction de la nature de l'aide versée à l'agent (PIM et/ou aide complémentaire).

L'agent bénéficie d'une aide par jour dans la limite de 23 jours par mois.

Concrètement, à l'occasion de son passage en caisse, l'agent présente au commerçant conventionné, un coupon papier correspondant à son droit à une aide à la restauration. Le commerçant déduit le montant des aides au montant du repas à facturer à l'agent. L'agent paye au commerçant le montant de son repas ainsi déduit et en respectant un reste à charge minimum d'un montant de 2,68 € en 2024 (minimum URSSAF réévalué chaque année).

Lors de la transmission de sa facture, le commerçant transmet l'ensemble des coupons papiers récoltés en justificatifs à sa facturation. Les services des ressources humaines (RH) du SGCD vérifient le service fait des prestations sur la base de ces pièces transmises.

La gestion du dispositif actuel est basée sur une gestion de coupons papiers.

Les modalités décrites ne répondent plus aux standards actuels que cela soit pour les services RH, gestionnaires du dispositif (impression de coupons papiers, gestion de coupons papiers, perte de temps pour les équipes gestionnaires, travail à faible valeur ajoutée, difficulté à assurer un contrôle interne efficace, etc.), que pour les agents (manipulation de papiers, risque de pertes des coupons papiers, etc.), ou enfin pour les commerçants (récupération des coupons papiers, recomptage, etc.).

Ainsi, il a été décidé de passer à une solution dématérialisée afin de pouvoir offrir une solution globale à la prestation de restauration auprès de restaurateurs privés conventionnés (RPC).

La solution proposée doit permettre aux agents de pouvoir se restaurer auprès de restaurants privés conventionnés en utilisant des droits à restauration dématérialisés et en garantissant à chaque SGCD une gestion simplifiée et sécurisée. La solution ne doit pouvoir être utilisée que pour l'achat de denrées alimentaires directement consommables.

Les trois objectifs poursuivis concernent l'ensemble des parties prenantes d'un tel dispositif :

- Les agents, qui pourront trouver au travers du nouveau dispositif un procédé modernisé de participation à leur frais de restauration ;
- Les services RH de chaque SGCD, en leur donnant accès à une gestion simplifiée et dématérialisée de la prise en charge de l'aide à la restauration des agents et de son suivi et de son pilotage et du contrôle interne ;

³ Instruction du 4 août 2022 relative à la mise en place de conventions avec des restaurateurs privés dans le cadre de la restauration sociale

- Enfin les commerçants conventionnés eux-mêmes, en les dotant d'un outil digital efficace pour piloter les encaissements des agents et produire la facturation mensuelle associée ;
- La SDASAP, en lui permettant en amont, de valider les demandes de conventionnement émanant des SGCD et en ayant accès à des données et des indicateurs utiles au pilotage de la politique de restauration dont elle a la charge.

4. Protection des informations communiquées

L'exploitation des réponses est réalisée par les personnels du Ministère de l'Intérieur (MI). Les informations sont portées à la seule connaissance des membres du projet.

5. Modalités de correspondance et de remise des réponses

Les opérateurs économiques intéressés transmettent leurs coordonnées par courrier électronique sur la PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2677674&orgAcronyme=g6l>

ou

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise> avec la référence PRA033649

Les réponses doivent être transmises au plus tard le **10 janvier 2025 à 12 h 00** (heure de Paris).

• Contenu des dossiers de réponse

Les réponses au questionnaire peuvent être présentées directement en complétant le document « support de réponse », joint à la présente note. Les opérateurs économiques peuvent compléter leur réponse en portant à l'attention de l'administration toute information qu'ils jugeraient utile.

• Demande de précisions et remise des dossiers de réponses

Les opérateurs économiques peuvent demander des précisions sur la demande d'informations. La demande de précisions doit être adressée par courrier électronique via la PLACE.

6. Calendrier

Dans le cadre des analyses préalables, les opérateurs économiques sont informés que des entretiens de sourcing pourront être organisés.

La consultation est susceptible d'être publiée sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) au cours du 1^{er} semestre 2025.